

sir. D'un autre côté, je crois avoir établi que l'Autriche avait signé cette convention, précisément par les mêmes motifs qui dirigent la Prusse ; l'Autriche n'est pas prête ; l'état de ses finances n'est pas affermi ; la paix avec la Hongrie n'est pas conclue ; l'accord avec la France n'est pas fait.

“ Pour ceux qui suivent d'un œil attentif les événements qui se déroulent en Allemagne, le fait le plus clair qui en ressort, c'est que la Prusse, comme l'Autriche, n'ont signé la convention de Gastein que dans l'incertitude où chacune de ces deux puissances se trouvait sur les intentions et la conduite de la France. La Prusse et l'Autriche ne peuvent rien entreprendre, l'une dans les duchés, l'autre à Francfort, avant de s'être assurées de l'appui ou du moins du bon vouloir de la France. Toute la situation est là.”

N'est-elle pas encore là en effet ?

J'ai exposé ensuite que de cette situation pouvait sortir deux alliances, celle de la Prusse, de la France et de l'Italie, que j'ai appelée l'alliance occidentale révolutionnaire, et celle de l'Autriche, de la France et de l'Angleterre, que j'ai appelée l'alliance occidentale conservatrice ; la première entraînant la dissolution immédiate de l'Allemagne confédérée, et la guerre générale allumée à la fois à Venise et sur le Rhin ; la seconde amenant la pacification de l'Allemagne, peut être la pacification de l'Italie et assurant la paix de l'Europe.

J'ai montré l'empire français se recueillant et hésitant entre ces deux alliances. J'ai mis mon patriotisme et mes efforts à prouver que l'alliance prussienne, conseillée par les organes de la démocratie française, était une tentation funeste à laquelle l'empereur ne pourrait céder, sans livrer toute sa politique aux hasards des aven-

tures, des révolutions et des guerres, et cela pour détruire l'Autriche qui devrait rester sa meilleure alliée, et pour constituer de l'autre côté du Rhin une nation militaire de quarante millions d'Allemands, au profit de la Prusse, après avoir créée, au-delà des Alpes, une nouvelle grande puissance formée par vingt-cinq millions d'Italiens. Aucune compensation ne pourrait acheter, pour la France, un danger aussi certain et un résultat aussi désastreux.

Je me suis refusé à croire à cette folie. Ce serait l'acceptation du programme d'Ajaccio qui a été frappé d'un solennel désaveu par l'empereur.

L'alliance de la France et de l'Autriche, cimentée par une entente commune avec l'Angleterre, est celle que conseille la raison politique. Les événements y préparent, et le conflit austro-prussien peut en être l'occasion. La France et l'Angleterre n'ont pas plus intérêt que l'Autriche et la Diète à voir les duchés devenir une province prussienne et donner à la Prusse les clefs de la Baltique et de la mer du Nord. L'Autriche, en se mettant hardiment à la tête de la Diète germanique, pour provoquer une solution définitive dans les duchés, au profit de l'indépendance de ceux-ci, en exigeant qu'enfin le vœu des populations soit clairement consulté, adopterait par cela même la politique de la France et de l'Angleterre et isolerait la Prusse impuissante.

La question des duchés, si l'Autriche le veut résolument, peut devenir la première base d'une alliance occidentale reconstituée avec la France et l'Angleterre. J'ai soutenu qu'elle pouvait avoir une seconde base plus large, la pacification de l'Italie.

L'Italie, Rome, le traité du 15